Serge REGOURD, coord., *De l'exception à la diversité culturelle*

Paris, Éd. La Documentation française, coll. Problèmes politiques et sociaux, 904, sept. 2004, 118 p.

Pierre Morelli

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7994>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7994

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

ISBN : 978-2-86480-869-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Pierre Morelli, « Serge REGOURD, coord., *De l'exception à la diversité culturelle* », *Questions de communication* [En ligne], 9 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2006, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7994> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7994>

l'humanité exprimée par l'Unesco, d'autre part. Chaque partie du dossier comporte un résumé introductif et se scinde en deux sous-parties. Comme l'annonce le titre, on passe progressivement d'une problématique de l'exception culturelle au concept émergeant de la diversité culturelle. En outre, trois textes sont placés en annexes : la déclaration universelle sur la diversité culturelle, adoptée à l'Unesco le 21 novembre 2001 ; une résolution du Conseil de l'Union européenne du 21 janvier 2002 précisant la place de la culture dans la construction européenne, ainsi qu'un texte tiré de la lettre du gouvernement français, datant du 15 avril 2004, qui précise les cinq priorités françaises pour défendre la diversité culturelle.

Sacrifiant l'individu à la masse et à l'autel de la rentabilité, la mondialisation voit, dans la culture, essentiellement matière à investissement. Ainsi privilégie-t-elle le développement d'industries du loisir à celui de la libre expression culturelle. La culture est-elle une activité d'intérêt public ou, au contraire, relève-t-elle d'intérêts privés ? Ces positions sont défendues par deux camps bien distincts. Dans le premier se trouvent la France et maintenant l'Europe. Dans le second trônent les États-Unis qui cherchent à imposer une vision libérale de la culture, privilégiant ainsi l'idée d'industrie du divertissement (*entertainment*). Plus que d'un quelconque effet de mode, il s'agit d'un modèle qui s'impose et contamine tous les aspects de la vie économique, sociale et politique. Ce modèle porte un nom, le libéralisme. Son développement procède d'un double mouvement : la déréglementation et de la concentration dont les conséquences sur les activités liées à la culture inquiètent fortement les professionnels du secteur. De plus, comme le souligne Francis Balle dans l'*Encyclopædia Universalis* (DVD, 2004), le libéralisme est une « philosophie politique dont la vision du monde lui commande d'aménager et de garantir la liberté de ceux qui vivent dans la cité ». C'est également une « disposition d'esprit ». On l'aura compris dès la lecture du titre de l'ouvrage : la culture pose problème dans la mise en application des principes de cette doctrine. La culture

Serge REGOURD, coord., *De l'exception à la diversité culturelle*.

Paris, Éd. La Documentation française, coll. Problèmes politiques et sociaux, 904, sept. 2004, 118 p.

Un an après la parution d'un ouvrage consacré à l'exception culturelle (2003, coll. Que sais-je ?, Paris, Presses universitaires de France), Serge Regourd invite à continuer la réflexion dans un dossier structuré en trois parties et qui rassemble 43 textes retraçant le cheminement suivi par deux débats convergents : l'exception culturelle défendue lors des négociations commerciales du Gatt, d'une part, et la volonté politique de protéger le patrimoine immatériel de

relève-t-elle, comme n'importe quelle activité humaine, des principes généraux de cette philosophie politique ? Constitue-t-elle, au contraire, une exception (l'exception) essentielle à la règle générale ? Serge Regourd prend soin d'exposer différents points de vue, de les confronter sans prendre position ni chercher à les simplifier ou les caricaturer par l'adoption d'une vision manichéenne. Les débats s'articulent autour d'une notion nouvelle : la diversité culturelle qui, paradoxalement, s'inscrit par rapport à l'exception culturelle, à la fois dans un rapport de continuité et de rupture. Ce qui apparaît aujourd'hui être un « thème central du débat public [constitue en fait] un "mot valise" utilisé sans rigueur sémantique dans les médias, les professions de foi des acteurs politiques, les revendications professionnelles du monde artistique » (p. 5). Au milieu des années 80, le village global prédit par Marshall McLuhan semble avoir pris corps, avec pour fondation les préceptes du libéralisme. Il aura donc fallu un éboulement pour que cette prophétie se réalise. Dans sa chute, le mur de Berlin a ouvert la voie à une vision unique fondée sur une doctrine économique qui s'impose à tous. Mais, à l'utopie de la généralisation des échanges concrétisés notamment par « la transmission universelle et instantanée des informations » (p. 13) succède un ensemble de craintes. Fragilisé par l'ampleur du phénomène de mondialisation, le positionnement de la France, défenseur d'une vision particulière de la culture, avocat de la première heure de l'exception culturelle, mute. Pire ! Pour le sénateur Jack Ralite, la France, dont la position était jadis héroïque, aurait négocié la survie de sa position d'opposant, au prix de l'abandon d'un terme politiquement trop hostile aux règles libérales. Pire à nouveau, elle aurait noyé l'essence même de l'exception culturelle dans une « expression fourre-tout, dont Musil moquerait les auteurs, "qui classent parmi les quadrupèdes les chiens, les chaises, les tables et les équations du quatrième degré" », p. 74). La force du dossier réside dans le choix éclectique des sources et des points de vue, ainsi que dans la progressivité des propos. On passe d'une recontextualisation de l'exception culturelle à la définition croisée de la diversité culturelle, pour finir sur les enjeux à venir.

La première partie du dossier s'applique donc à poser le contexte et les enjeux de la diversité culturelle et de la mondialisation. Les avis sont partagés. Certains expriment la crainte d'une dérive hégémonique, car la culture semble désormais sommée de s'inscrire dans un cadre économique où les maîtres mots sont déréglementation et concentration croissantes des industries culturelles (pp. 15-17). Serge Regourd s'attache à exposer les tenants et aboutissants « du phénomène pervers et autodestructeur [que représente] la marchandisation [des biens culturels auxquels] on assiste pourtant depuis le milieu des années 90 » (p. 18). En effet, la position française s'inscrit dans une tradition européenne qui s'oppose à la vision américaine : « L'enjeu n'est pas seulement "l'américanisation" des contenus, des images, des films et des téléfilms, mais "l'américanisme" des modes de régulation et de fabrication d'une société et de sa culture » soutient Pierre Musso (p. 17). L'histoire culturelle des USA témoigne d'une propension à s'approprier les biens culturels, parfois même sous couvert d'aider à leur diffusion donc à leur existence. Rappelons que si, en Europe, la culture a force de symbole, aux USA elle relève avant tout du divertissement. En effet, la différence de conception de la culture entre l'Europe et les États-Unis tient au fait que la construction européenne réclame que l'on passe « du stade d'un marché unique à celui d'une véritable union » (p. 25).

D'autres, au contraire, s'érigent en défenseurs de l'idéologie sous-jacente au motif que la mondialisation présenterait bien des aspects positifs. On ne s'étonnera pas que cette opinion soit défendue par un économiste américain, auteur d'un essai sur la culture dans l'économie mondialisée (pp. 19-21). Serge Regourd est fort bien inspiré dans le choix de l'article de Tylor Cowen qui montre, de manière remarquable, le fossé séparant les deux visions en présence. Avec un cynisme à peine déguisé, ce professeur d'économie retourne la question de la diversité, en rendant grâce aux vertus bienfaitrices de la mondialisation. La diversité culturelle doit avant tout être opérante ou pratique. Le discours est glacial et purement économique.

L'état du marché de la culture se justifie par la mise en relation de l'offre et de la demande, par la défense d'un critère essentiel : la recherche de la rentabilité. Florilège ! Le risque d'uniformisation que certains redoutent serait au contraire la preuve de l'accroissement des échanges, d'une « évolution qui se fonde sur le partage de la diversité » (p. 20). De plus, l'individu serait aujourd'hui « plus que jamais libéré de la tyrannie du lieu ou de la localisation » (*ibid.*). Enfin, « la culture haut de gamme et la culture plus populaire se complètent » (p. 21) dans un esprit de rentabilisation car le goût des minorités (chiffrées à hauteur de 500-1000 individus) bénéficierait de « l'existence du marketing de masse qui permet l'accès universel à des informations variées » (*ibid.*). À lire cet économiste on en arriverait presque à bénir l'aubaine qui consent à permettre aux petits d'exister (Cd musicaux tirés à moins de 1000 exemplaires).

Dans la seconde partie, Serge Regourd pose la question des contenus de la diversité culturelle et, à cet effet, convoque différentes approches conceptuelles, témoignages de la complexité du phénomène. Les 8 articles en question balayent l'opinion entre des positions purement défensives et des visions apaisées. L'auteur met en perspective les deux paliers successifs de la mutation : le pluralisme culturel (pp. 61-67) et le multiculturalisme (p. 65), d'une part, qui ouvrent, d'autre part, la perspective interculturelle (pp. 67-68), ce qui suppose une « cohabitation culturelle » (pp. 69-70). Il s'agit moins d'opposer la France au reste du monde que d'exposer que le combat pour la protection de la diversité culturelle a changé d'échelle. Si, dans un premier temps, la dimension pertinente est désormais européenne, le phénomène s'étend. La notion d'exception culturelle est abandonnée par la France au grand dam des défenseurs de la création culturelle qui voient dans la diversité « un consensus, approuvé même par les américains [...] une escroquerie sur les termes » (p. 73), et qui montre que, pour éviter de heurter le principe de la généralisation du commerce – donc le libéralisme –, les politiques ont opté pour une approche qui revient finalement à promouvoir le folklore

ou les cultures locales. C'est l'avènement d'un consensus mou qui permet à la France de « ne plus avoir à se battre seule contre tous » (*ibid.*) qui constitue un rempart juridique contre le risque de « standardisation culturelle [d'uniformisation] des comportements et des modes de vie » (p. 71) et que reprend à son compte l'Unesco.

Qu'en est-il des enjeux et des positions politiques après dix ans d'âpres discussions et de mondialisation libérale ? La troisième partie du dossier se propose de faire le point sur la diversité culturelle aux défis qui s'annoncent. Serge Regourd reprend le fil des débats avec, cette fois-ci, des articles explicitant les choix politiques nationaux, essentiellement en Europe et, plus particulièrement, en France (pp. 84-92) et en Espagne (p. 92). La position européenne ne saurait se réduire au seul plan existentiel : s'affirmer pour exister. Elle a portant force de symbole. L'audiovisuel et, précisément, la question du maintien des politiques d'aide au cinéma et à la télévision sont en première ligne. Il ne s'agit pourtant plus uniquement de mettre « l'impératif de préférence nationale à l'avant de toute réflexion » (p. 86), car l'exception culturelle « qui prend racine dans le constat de la nature spécifique des biens et des services culturels » (*ibid.*) n'est plus seulement française. La création audiovisuelle européenne est ancrée dans les spécificités nationales, elle exprime « une volonté généralisée de prise en compte des identités nationales » (p. 89). Défendre la production audiovisuelle européenne s'inscrit donc encore dans une volonté commune de préserver les cultures nationales (p. 82). Le débat a bel et bien changé d'échelle. Défendre les « singularités nationales du cinéma européen » (pp. 92-95) revêt nécessairement un caractère symbolique car le « cinéma européen n'existe pas en tant que tel » (p. 92). Par ailleurs, les pratiques culturelles sont affectées par le développement des technologies. Peut-on ou doit-on reconduire dans le débat actuel les arguments du passé ? L'inquiétude sur l'effectivité de la diversité se lit dans la « régression grave des parts de marché de musiques "minoritaires" et savantes [qui représentent 5 %] en Europe [contre] aux

États-Unis 2 à 3 % ». De nouveaux défis se font jour car les négociations interviennent sous des auspices incertains : risque de « contamination des contraintes » (p. 103), étude de la possibilité « de négocier l'introduction d'une clause d'exception liée aux "objectifs de politique nationale" » (p. 104)... Deux dimensions s'inscrivent dans la continuité de la position française : l'Europe à travers les débats concernant l'adoption de la Constitution européenne et, surtout, la francophonie, sachant que le dossier a été édité avant le référendum français. En conclusion, voilà un travail aussi riche que passionnant qui ne manquera pas d'être complété par des textes à venir.

Pierre Morelli

CREM, université Paul Verlaine-Metz
morelli@univ-metz.fr